

comité social centre-sud

d'hier à aujourd'hui

dépanner
éduquer
lutter!



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	6
1 - Le quartier Centre-Sud	7
2 - Les 30 ans d'occupation de l'école Salaberry	9
JOSEPH VENNE	10
L'ÉCOLE SALABERRY	11
3 - Une histoire riche	12
LA FONDATION	12
LES ANNÉES 1970	13
LES ANNÉES 1980	14
LES ANNÉES 1990	15
LE DÉBUT DES ANNÉES 2000	17
ET AUJOURD'HUI!	18
4 - Le Comité en action!	19
I - DÉPANNER	19
L'assise de l'action..	20
Les bénévoles	20
Les moments-clés	21
II - ÉDUQUER	23
Du dépannage à l'éducation.	25
Vivre en société.	25
La ferme coopérative	26
Les soirées interculturelles	27
III - LUTTER	28

La pauvreté et la solitude	29
Le CSCS et les luttes sociales	30
Conclusion	31
Bibliographie	33
Annexe – Les membres du conseil d’administration, les employé-e-s, les groupes partenaires, les regroupements et tables de concertation dont le CSCS est membre	34

REMERCIEMENTS

C'était un tout nouveau défi qui se proposait à nous, jeunes historiens en formation : produire en deux mois, l'histoire du Comité social Centre-Sud à l'occasion des 30 années d'occupation de l'école Salaberry. Travaillant d'une part sur le mouvement étudiant des années 1960, et d'autre part sur le milieu intellectuel français de la fin du XIX^e siècle, se plonger dans le milieu communautaire s'est avéré une expérience plus qu'intéressante.

Des remerciements d'usage vont aux employéEs du service d'archives de l'UQAM. Malgré des règlements parfois difficiles à comprendre... et à défendre, elles ont su nous conseiller avec beaucoup d'humanité.

Nous remercions aussi tous les employéEs et bénévoles du CSCS qui nous ont accueillis chaleureusement à chacune de nos visites.

Ce travail n'aurait certainement pas été possible sans la généreuse participation d'anciens et d'actuels bénévoles, employéEs et membres du Comité à qui nous devons donc beaucoup. Ainsi, nous désirons offrir nos plus chaleureux remerciements à Marie Dunn, Marie-Claire Grondin, Michel Leclaire, Claude Lefebvre, Bertrand Loiselle, Sylvain Morin, Daniel Noël et Linda Pesant qui ont cordialement répondu à nos nombreuses questions...

Un rendez-vous n'aura jamais lieu. Un personnage qu'on dit coloré de la belle histoire du Comité social, monsieur Claude Watters, nous a malheureusement quitté alors que nous travaillions pour cet historique. Qu'il repose en paix!

Notre travail a été facilité grâce à l'appui et la grande confiance que nous ont accordé Loriane Séguin et Martin Petit, respectivement directrice générale et directeur adjoint, tout au long du projet. Merci beaucoup! Nous devons également remercier de manière particulière Charlotte Guay-Dussault, qui a corrigé et commenté plus d'une fois notre travail avec beaucoup d'attention et d'intérêt.

INTRODUCTION

On raconte beaucoup l'histoire des « grands événements » et des « grands personnages » laissant de côté ceux dont l'action n'apparaît pas au grand jour. Dans cette perspective, faire l'histoire du Comité social Centre-Sud revient à parler des sans-voix. Ceux qui étudient les gouvernements en espérant comprendre notre société devraient aussi s'attarder au parcours des différents « Comité social ». Le Comité social Centre-Sud est le fruit de la prise en main collective des gens du quartier, une réponse de ceux et celles qui n'occupent pas le haut du pavé. C'est une histoire qui mérite aussi d'être racontée !

C'est dans cette implication bénévole soutenue, ces fêtes populaires de quartier, cette aide de premier et souvent de dernier secours, ces revendications qu'on voit toute la densité de l'expérience humaine ayant jalonné l'histoire du Comité social Centre-Sud. On peut aisément résumer le tout par la devise du CSCS, soit *Dépanner, Éduquer, Lutter*. Qui comprend la signification profonde de ces mots, non seulement sur le papier mais surtout dans l'action, peut comprendre l'ampleur des réalisations du Comité social. C'est pourquoi nous nous proposons d'articuler en partie ce texte sur ces trois thèmes afin de rendre compte de l'histoire vécue du CSCS.

Comme l'expérience humaine ne se résume pas seulement par les rapports annuels ou les états financiers, nous avons cru bon enrichir nos sources. Ainsi, à l'origine de ce projet, il nous a été demandé de rencontrer des personnes impliquées dans l'histoire du Comité pour avoir accès à sa mémoire vivante qui est basée sur l'expérience directe de différentes personnes. Nous avons aussi effectué un dépouillement attentif des archives reliées directement au CSCS afin de compléter l'information reçue.

Ceci étant dit, lançons-nous sans plus tarder dans le vif du sujet. Nous débuterons par un bref historique du quartier suivi de celui de l'école Salaberry, maintenant occupée par le CSCS, pour ensuite attaquer le cœur du travail à travers le parcours institutionnel et les grands thèmes de la devise du Comité.

LE QUARTIER CENTRE-SUD

Le quartier a porté bien des noms à l'intérieur de ses trois siècles d'histoire. D'abord Faubourg Québec, car situé en dehors des murs de Montréal près de la porte de Québec, il adopte ensuite le nom de Faubourg à M'lasse (la mélasse étant le seul sucre abordable pour les pauvres). Les plus âgés se rappellent des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques qui réunis aujourd'hui dans une circonscription électorale provinciale en évoquent le souvenir. Aujourd'hui, même le nom Centre-Sud subit la concurrence de l'appellation Quartier gai. La récente venue de nombreuses communautés culturelles dans le quartier a aussi contribué à diversifier ce qui était une constante dans l'histoire du quartier, soit une abondante main-d'œuvre canadienne française.

Le patrimoine bâti témoigne que le quartier fût, à une époque, le pôle industriel de Montréal qui, elle-même, était la capitale économique du Canada. La présence de plusieurs maîtres artisans cordonniers dans le quartier attire les premières manufactures au début du XIX^e siècle. Cette main-d'œuvre qualifiée est aussi appréciée par les entreprises qui pratiquent le *putting-out*, c'est-à-dire le travail fait à la maison pour une manufacture. À cette époque, le quartier s'industrialise grâce à deux secteurs-clés de l'économie : les filatures de coton et le transport ferroviaire².

Plus tard, au tournant du XX^e siècle, une vague d'investissements amène d'autres domaines de l'économie à s'installer dans le Centre-Sud. C'est ainsi que prennent pignon sur rue des entreprises d'alimentation, de cuir, de métallurgie, de tabac, d'imprimerie, de caoutchouc et de produits chimiques. C'est aussi à cette époque que les rues Sainte-Catherine et Saint-Denis se distinguent comme axe culturel de Montréal. Leurs commerces, restaurants et salles de spectacles sont réputés à la grandeur du Québec³.

Les entreprises du quartier Centre-Sud traversent tant bien que mal la crise économique des années 1930, ce qui leur permet de bénéficier des nombreux contrats militaires relatifs à la Deuxième Guerre mondiale. L'année 1945 marque la fin de la guerre mais aussi le début d'une longue prospérité économique que l'histoire a qualifié de « trente glorieuses ».

En 1930, malgré les nombreuses évictions nécessaires au projet, la construction du pont Jacques-Cartier amène une effervescence économique importante pour le Centre-Sud, particulièrement pour le quartier Sainte-Marie. Cependant, qui dit trente glorieuses, dit essor automobile et le nombre de celles-ci, qui traversent le pont quotidiennement, se multiplie de façon fulgurante et force de nouveaux aménagements. Dorénavant, les automobilistes ne s'arrêtent presque plus dans le quartier en sortant du pont. C'est le début du déclin des rues commerciales Ontario et Sainte-Catherine.⁴

Pour comprendre cet essor économique, il faut comprendre que le quartier côtoie la misère. Jusque dans les années 1960, la pauvreté frappe le quart des familles non agricoles du Canada⁵. Les quartiers défavorisés, qu'on appelle à l'époque les zones grises, comportent plus d'un tiers de logements qualifiés d'inhabitables⁶. Plusieurs de ces logements n'ont pas d'eau chaude ou simplement pas de bain ni de douche. Dans Saint-Jacques, le taux de mortalité par tuberculose est dix fois plus élevé qu'ailleurs à Montréal. Ce n'est pas surprenant quand on sait que le salaire hebdomadaire moyen des zones grises était de 48 \$ et qu'une visite dans un cabinet privé de médecin oscillait entre 10 et 15 \$!

Ces problèmes de logement ont des conséquences sérieuses sur la santé et l'éducation des enfants. Dans le rapport de la commission Castonguay-Nepveu, qui était en charge de faire enquête sur la santé et le bien-être social, on souligne que 44 % des familles défavorisées ont un régime alimentaire déficient, 20 % des enfants ne parlent qu'après l'âge de 3 ans et 40 % des enfants peuvent être affectés d'une ou plusieurs insuffisances psychiques. Un enfant des zones grises a cinq fois plus de risques d'attraper une maladie grave qu'un enfant d'un autre milieu⁷. Considérant ces conditions de vie difficiles, il n'est pas surprenant d'apprendre que c'est en 1968, dans le quartier Saint-Jacques que se fonde la clinique des citoyens qui inspirera plus tard les CLSC gouvernementaux.

À partir des années 1970, on assiste à la concentration du pouvoir économique et à la libéralisation des échanges. De nombreux secteurs économiques sont en restructuration. Les usines qui s'appuient sur le marché intérieur peuvent s'agrandir mais les autres, par exemple du secteur de la cordonnerie, doivent déménager car elles ne réussissent pas à améliorer leur technologie, à trouver de l'espace pour s'agrandir ou à affronter la

concurrence étrangère. La liste de départ est longue et le taux de chômage dépasse le 10 % dans la province de Québec⁸.

En parallèle, le centre-ville se redéfinit en raison de l'exode vers la banlieue, du développement du réseau autoroutier et du déclin commercial de la rue Sainte-Catherine. À la fin des années soixante, la construction de la tour de Radio-Canada et de l'Université du Québec à Montréal marque aussi l'histoire contemporaine du quartier.

LES 30 ANS D'OCCUPATION DE L'ÉCOLE SALABERRY

Depuis sa fondation en 1971, le Comité social a logé à plusieurs endroits. Né dans les cuisines⁹ du quartier qui accueillent les premières réunions, on lui prête son premier local situé au 1926, rue Plessis. L'année suivante, le Comité déménage au 1750, rue de la Visitation. On retrouve alors les travailleurs et travailleuses liés au Programme Initiatives Locales (PIL) au 1752, de la Visitation et l'atelier d'artisanat au 1762 de la même rue. En 1975, un incendie détruit entièrement les locaux du CSCS, l'obligeant à déménager vers l'école Gabriel-Souart, rue Champlain. Ce n'est que sept ans après sa création que le CSCS s'installe pour de bon à l'école Salaberry située au 1710, rue Beaudry, soit pour une occupation dont on célèbre les 30 ans en 2008. L'occupation, qui débute en 1978, concorde avec le soixante-dixième anniversaire de la construction de l'école, ce qui fait que le centenaire du bâtiment coïncide avec le trentième anniversaire d'occupation. Voici donc un rapide historique de l'immeuble, mais aussi de son concepteur natif du quartier : Joseph Venne.

JOSEPH VENNE

C'est en 1858, sur la rue Montcalm, que naît Joseph Venne¹⁰. Enfant du quartier Sainte-Marie, il gardera toute sa vie un attachement particulier pour le Centre-Sud. Venant d'une famille d'origine modeste, Venne ne peut se permettre de faire des études supérieures, ce qui l'amène à passer par l'expérience pour espérer améliorer sa condition. Ainsi, il devient apprenti à 15 ans dans une importante agence dirigée par l'architecte Henri-Maurice Perrault (1828-1903). C'est en 1882 qu'il accède au poste d'architecte dans la firme Perrault & Mesnard. Sa carrière étant en continuelle ascension, il devient partenaire huit ans plus tard, et ce jusqu'à ce qu'il ouvre son propre bureau en 1896. On trouve la plupart de ses réalisations dans la région de Montréal dont les plus célèbres sont le Monument National, l'Université Laval succursale de Montréal et la Banque du Peuple.

Ses réalisations dans le Centre-Sud sont l'église du Sacré-Cœur de Jésus, l'école Gédéon Ouimet et l'école Salaberry. Il pratique aussi aux États-Unis où les architectes sont en demande en raison de l'expansion du secteur de la construction.

Comme la grande majorité des architectes canadiens-français, il se distingue des architectes anglophones par la réalisation de nombreuses commandes religieuses. À une époque où les professionnels affichent leur couleur politique afin d'obtenir des commandes par les réseaux politiques, Venne se range du côté des Libéraux¹¹. Cependant, en architecture, Venne peut sembler conservateur en ce qu'il s'attache plus particulièrement au style victorien qui apparaît, à cette époque, comme ayant manqué la modernité et ses valeurs de rentabilité et d'efficacité¹². Pourtant, il développe un style éclectique et n'hésite pas à employer de nouveaux matériaux comme les poutres d'aciers dont le Monument National est composé. Ses nouvelles techniques permettent la construction de bâtiments moins vulnérables au feu, mais aussi l'élaboration du premier code du bâtiment de la ville de Montréal.

L'ÉCOLE SALABERRY

L'école Salaberry est le fruit de ces nouvelles techniques. En effet, il s'agit de la première école de Montréal bâtie afin de limiter les risques d'incendie. Située dans le quartier Sainte-Marie et bordée par les rues Montcalm, Robin et Beaudry, l'école Salaberry est construite en 1908. Elle entre alors dans le giron de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM)¹³. La CECM, fondée le 9 juin 1846, vise surtout à donner une éducation aux jeunes des classes moyennes et ouvrières dans un contexte où les familles plus aisées ont accès à un réseau d'écoles privées bien établi¹⁴. Au moment de la construction de l'école Salaberry, Montréal vit un boum démographique qui touche principalement les quartiers ouvriers, augmentant ainsi le bassin de population à éduquer. Parallèlement, les Libéraux de l'époque font de l'éducation une de leurs priorités et axent leur discours sur l'accessibilité pour tous et toutes sans distinction de classes. L'éducation est alors perçue comme un excellent moyen d'affranchir les Canadiens français mais surtout comme un moteur permettant d'augmenter la force d'un pays¹⁵. La création de la CECM reposant sur le principe de la confessionnalité, l'école Salaberry est dirigée par les frères des Écoles Chrétiennes.

À partir de la fin des années 1960, la CECM fait face, pour la première fois de son histoire, à un phénomène de décroissance lié à la fin du baby-boom. Ainsi, entre 1969 et 1989, on enregistre une baisse de 140 000 élèves¹⁶. Cette décroissance oblige la fermeture de plusieurs écoles dont l'école Salaberry. Cependant, au cours de la même période, la question de l'éducation populaire aux adultes est abordée. En 1962, alors qu'une étude sur la question est menée par Claude Ryan, la CECM met sur pied un comité d'éducation aux adultes. C'est ainsi qu'en 1978, dans le but de créer un réseau d'éducation populaire capable de rejoindre la population des quartiers traditionnellement ouvriers, la CECM donne le statut de centre d'éducation pour adultes à six organismes, incluant le CSCS. Ce nouveau statut s'accompagne de la location à prix symbolique des locaux du 1710, rue Beaudry. Depuis l'occupation par le CSCS, le bâtiment n'a subi que peu de modifications majeures, ce qui en fait un cas d'exception du patrimoine bâti de la CSDM¹⁷.

UNE HISTOIRE RICHE

LA FONDATION

Même s'il ne le revendique aucunement, Claude Lefebvre¹⁸ est la figure emblématique dès le début de l'histoire du Comité social. Monsieur Lefebvre est un frère des Fils de la charité qui dirige à l'époque un petit centre de pastorale en milieu ouvrier où il forme des prêtres à la sociologie, à la théologie et les initie à la culture ouvrière. Dans une des recherches du centre sur l'organisation caritative Saint-Vincent de Paul, Claude Lefebvre se rend compte qu'il existe une relation de méfiance réciproque entre l'organisation et ses bénéficiaires. C'est à partir de ce moment que le prêtre décide de convaincre les plus démunis qu'ils peuvent être partie prenante dans la résolution de leurs problèmes.

Claude Lefebvre propose alors à Clémence Cabana, Sœur de la Charité, de rencontrer des citoyens et citoyennes du quartier qu'elle connaît bien et qui seraient susceptibles de souscrire à un tel projet. Selon Claude Lefebvre, ce sont ces réunions de cuisines, menées par les femmes du quartier, qui fondent les véritables bases du Comité social. La première réunion a lieu le 11 août 1971. En septembre de la même année, quelques six réunions plus tard, on choisit le nom *Comité social (Paroisse Sacré-Cœur)*. Le premier exécutif est élu le 24 octobre suivant et c'est Gaétan Carpentier qui en assume la présidence. C'est en novembre qu'on ouvre le premier local du Comité sur la rue Plessis. À cette époque, seul Claude Lefebvre est rémunéré par la Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises (une des œuvres caritatives qui sera à l'origine de ce qui est aujourd'hui Centraide du Grand Montréal). Très tôt, on est confronté à deux problèmes qui seront récurrents dans l'histoire du Comité : 1) le manque d'implication des personnes qui ne viennent chercher que des services ; 2) le manque de subventions.

LES ANNÉES 1970

La fondation du CSCS ouvre une décennie qui se vit à vitesse grand V. C'est dans les premières années que l'on décide de la formation du comité

directeur (ancien nom pour Conseil d'administration) et que l'on fixe les règles démocratiques qui donnent la priorité aux assemblées générales. On assiste à une effervescence et à une multiplication des groupes qui font partie du Comité. Il est important de spécifier qu'à ce moment, les groupes sont éparpillés dans différents appartements du quartier. Le CSCS stabilise rapidement ses membres aux alentours de 200 personnes. Il atteint aujourd'hui plus de 800 membres.

C'est le 9 mars 1974 que l'on choisit le slogan du Comité : *Dépanner, Éduquer, Lutter*. Ce choix définit l'idéal de son action¹⁹. C'est en quelque sorte le projet de société du CSCS. Cependant, on se rend compte rapidement qu'il n'est pas simple d'appliquer ce slogan. Dès 1974, on trouve que les groupes ne font guère plus que du dépannage²⁰. On prévoit donc un nouvel accent sur l'éducation... mais pas n'importe laquelle ! Les militants sont assez critiques de l'éducation pour adulte traditionnelle et c'est ce qui les motive à refuser l'offre de la CECM d'occuper une ancienne école. « On ne veut pas être une boîte à cours... »²¹.

Au milieu de la décennie, des critiques se formulent sur le fait qu'il n'y a pas assez de militantisme au Comité social. Claude Lefebvre remet même sa présence au Comité en jeu si on ne fait pas plus de place à l'action collective²². Cette autocritique est récurrente dans l'histoire du Comité social. On se posera souvent la question du rôle du CSCS, de sa place dans le quartier, etc.

Le 8 novembre 1975, le CSCS est la proie des flammes. Les locaux au coin de la Visitation et Robin sont une perte totale. Le Comité déménage temporairement à l'école Gabriel-Souart. La décennie se terminera par un autre mais dernier déménagement au 1710 Beaudry, suite à la perte de ses locaux²³. Ce déménagement est un tournant dans l'histoire du Comité, car tout le monde se retrouve sous le même toit. Vivre en cohabitation aura aussi ses désavantages en termes de relations interpersonnelles. Claude Watters²⁴ fait ce commentaire épique : « alors commence la chasse aux grands empires »²⁵.

LES ANNÉES 1980

Cette décennie s'ouvre avec une mobilisation massive du quartier contre la fermeture imminente de plusieurs écoles. Le 1710, Beaudry amorce sa carrière de Quartier général où s'organise la gauche du Centre-Sud de

Montréal. Dans le même ordre d'idées, les membres du Comité décident en 1983 de donner une nouvelle priorité aux jeunes du quartier.

Malgré l'installation des groupes sous un même toit, on assiste à un cloisonnement de ces derniers. D'ailleurs, des problèmes de gestion apparaissent rapidement : qui est le patron des employés ? Le groupe ou le conseil d'administration du Comité social ? Conséquemment à cette lutte de pouvoir, les employés du CSCS décident de constituer un syndicat indépendant qui est accrédité le 4 décembre 1981. La première convention collective est signée en 1982²⁶. En mars 1998, le syndicat décide de joindre les rangs de la CSN. La syndicalisation ne règle pas tous les problèmes, car il demeure des frictions entre le CSCS et les groupes au sujet de qui doit gérer les ressources humaines. Ce litige mène jusqu'à la douloureuse expulsion du CSCS de l'atelier du meuble en 1987²⁷.

Le Comité doit faire face à nouveaux défis organisationnels. Tout d'abord, le CSCS doit demeurer ouvert toute l'année compte tenu de l'achalandage et des nombreux groupes présents dans la bâtisse. Au plan financier, Centraide se fait exigeante avec ses évaluations systématiques. Elle exige plusieurs réformes au niveau de la gestion et la mise en application d'un plan de relance adopté en assemblée générale. De plus, le transfert de fonds opéré par le ministère de Loisirs, Chasse et Pêche à partir des centres communautaires vers les municipalités déstabilise grandement le Comité. Ce dernier doit trouver d'autres sources de financement.

LES ANNÉES 1990

Le plan adopté à la fin des années 1980 tarde à se mettre en place. Les conflits dégénèrent à un niveau inégalé auparavant. Lassé de la situation, Centraide mandate des conseillers spéciaux et exige une mise au point relativement aux objectifs de 1987²⁸. Le conseil d'administration tente d'alléger sa tâche par la formation de comités mais rien n'y fait ; en mars 1992, le CSCS reçoit une lettre de la part de Centraide qui ferme le robinet, jugeant le Comité social inopérant depuis un an²⁹. Le CSCS perd ainsi une subvention de 86 055 \$ par année et doit mettre ses employés au chômage de façon temporaire.

C'est l'époque où les directeurs du centre se succèdent à un rythme effréné ! Rares sont ceux qui atteignent les deux ans de service... Claude Watters qualifie le poste de suicidaire. D'ailleurs, ce dernier est au centre

d'une crise qui secoue de plein fouet le CSCS. Une assemblée générale spéciale a lieu en février 1996 pour voter sur la destitution du conseil d'administration et le renvoi du directeur. Après une guerre de procédures, les initiateurs et initiatrices du projet ont la faveur de la majorité de l'assemblée.

Au printemps de 1996, à la suggestion insistante du député provincial d'alors, André Boulerice, un comité de gestion de crise est nommé pour remplacer le conseil d'administration. Pierre Legros, organisateur communautaire au CLSC Les Faubourgs, Bertrand Loiseau du Comité des sans-emploi Montréal-Centre et à tour de rôle Richard Bousquet et Patrick Allen du Centre Saint-Pierre assumeront cette transition.

Une certaine forme de démocratie directe prend forme dans les « cafés croissants », réunion hebdomadaire où toutes et tous peuvent participer. On y canalise les surplus d'énergie même si l'expression laver son linge sale en famille y prendra souvent sons sens.

Pour Bertrand Loiseau³⁰, il y a toujours une contradiction entre ce qu'on veut faire et ce qu'on peut faire au Comité social. Il ajoute que le CSCS doit composer avec beaucoup de variables : des bailleurs de fond nombreux mais irréguliers et des redditions de comptes différentes, quelques douzaines de bénévoles, un syndicat, un manque de ressources, une forte pression venant du milieu, etc. « À constater tout ce qu'on a réalisé malgré les chicanes, on voit bien qu'on peut leur survivre ! »³¹.

Sur un autre front, le CSCS doit maintenir une cohésion avec un quartier qui subit de profonds changements tout au long des années 1990. La gentrification se jumelle à une crise du logement sans précédent. Comme si cela n'était pas assez, le quartier doit faire face à la désinstitutionnalisation du système de santé. Tous ces phénomènes sociaux amènent une nouvelle population au CSCS. La cohabitation entre les personnes connaissant des problèmes psychiatriques légers et la présence familiale que désire conserver le CSCS est mise à l'épreuve. On veille à demeurer ouvert à toutes et tous en référant les personnes avec des problèmes particuliers. Le manque de moyen pour bien accueillir toutes ces personnes fait tout de même défaut. Pour Bertrand Loiseau, le Comité social est aux premières loges des crises économiques, des changements dans le quartier et du retrait de l'État des programmes sociaux.

LES ANNÉES 2000

Le début des années 2000 renoue avec les difficultés. À l'affluence grandissante et aux revenus manquants, s'ajoute de graves problèmes de relation de travail. Marie-Claire Grondin rappelle un fait inusité : en mars 2001, le directeur général quitte sans laisser d'adresse.

Les problèmes financiers deviennent considérables, presque insurmontables. Michel Leclaire est alors embauché pour assurer la coordination grâce à une petite subvention d'une communauté religieuse. Monsieur Leclaire raconte que pour trouver une sortie de crise, il contacte un professeur de comptabilité de l'UQAM, Gaétan Breton, pour venir donner un coup de main au conseil d'administration. Ce qui sera fait ! On racle littéralement les tiroirs et la « faillite » est évitée. Monsieur Breton y restera deux années... pour être de nouveau rappelé en renfort en 2005.

On travaille à un important projet d'agrandissement des cuisines qui aboutit en 2003. Sept jours par semaine, on y offre le déjeuner et le dîner. On y voit souvent passer plus de 200 personnes ! Une autre initiative sera également la bienvenue : l'ouverture d'un salon communautaire au 2^e étage de l'école dans une grande classe ensoleillée confortablement aménagée et bien équipée. Voisin du salon des arts, le salon communautaire permet d'ajouter à la qualité du milieu de vie qu'est le Comité social.

En 2005, des problèmes récurrents font éclater une crise sans précédent. Ce nouvel épisode permet cependant de constater à quel point les gens du quartier tiennent à leur Comité. Bertrand Loiselle se souvient avec émotion de l'assemblée générale du 14 juin 2005 où quelques 130 personnes se présentent à l'assemblée générale annuelle... qui se terminera à 1 heure du matin ! On décide alors de donner un grand coup. Un nouveau conseil d'administration est élu avec un mandat clair de remettre le Comité social sur ses rails ! En octobre 2005, une assemblée générale spéciale est convoquée et une centaine de personnes adoptent un plan de redressement s'échelonnant jusqu'au mois de juin 2007.

ET AUJOURD'HUI !

Des changements de personnel importants, une course effrénée à de nouvelles sources de financement (même si elles font encore défaut), une révision en profondeur de l'organisation et des méthodes de fonctionnement de l'organisme, ont fini par donner des résultats. Selon toutes les person-

nes interviewées, la situation générale du Comité social va aujourd'hui pour le mieux. Pour Loriane Séguin, même la réputation extérieure du CSCS remonte la pente!

À l'automne 2008, le Comité social Centre-Sud compte près de 800 membres, une quarantaine de bénévoles, 14 employé-e-s et un budget annuel approchant les 800 000 \$.

Le financement du Comité social demeure encore son talon d'Achille. Les organismes subventionnaires ont souvent affiché une attitude de méfiance envers le Comité et gardé leur soutien au minimum. Le Comité social a bien connu sa part de problèmes, mais ils ne l'ont pas empêché de faire preuve après 37 ans d'existence d'une longévité que bien des groupes peuvent lui envier.

Comme organisme d'éducation populaire, les subventions viennent d'abord à travers la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Des six centres d'éducation populaire sur le territoire de la CSDM, le Comité social est de loin le moins financé. Aussi, un problème chronique persiste du côté du programme de soutien aux organismes communautaires (P-SOC) du Ministère de la Santé et des Services sociaux. Alors que ce second bailleur de fonds devrait être d'une aide substantielle, on laisse le Comité social poireauter même si le financement global des organismes par ce programme a beaucoup augmenté ces dernières années. Les organismes financés par le PSOC reçoivent en moyenne 60 % de leurs budgets de cette seule source. Au Comité social, le financement du PSOC représente un maigre 18 % du budget. Au cours des années, le CSCS a développé des méthodes d'autofinancement efficaces qui approche les 50 % de son budget. Malheureusement, ce qui devrait, dans le système actuel, être considéré comme une preuve de débrouillardise et de sérieux de la part du Comité, semble jouer contre lui auprès des bailleurs de fonds. La volonté manifeste du Comité social de demeurer « généraliste » sous la seule main-mise de ses membres joue également contre lui pour le financement.

LE COMITÉ EN ACTION !

I. DÉPANNER

Comme nous l'avons vu précédemment, la volonté d'entraide figure à la base de la création du Comité social. La charité, ou la simple volonté d'aider son prochain, est un héritage indéniable de la morale judéo-chrétienne. Cette valeur reste présente au Québec malgré l'affaïssement de l'emprise religieuse dans les années 1960. L'État prend alors en charge les domaines traditionnellement occupés par l'Église, tels l'éducation et la santé. Cependant, l'État providence trace sa limite et le citoyen nécessiteux doit aller voir ailleurs pour le reste de ses besoins.

Ce qu'il y a d'intéressant dans le mot dépanner, c'est son caractère temporaire ou momentané. En effet, un dépannage ne peut régler un problème de façon définitive. Un dépannage permet à une personne dans le besoin de recevoir un petit coup de pouce qui lui permet de continuer son chemin. Le dépannage a ce côté très chaleureux, très réconfortant, très humain.

Cependant, on ne veut pas se limiter au simple dépannage. Comme nous l'avons dit, il est une partie d'un tout. Au CSCS, on le jumelle à éduquer et lutter. Le dépannage est donc le premier pas d'une action pour le changement.

Cette volonté n'est malheureusement pas simple dans la réalité de tous les jours. Comme Claude Lefebvre le souligne, une partie importante de la population du Centre-Sud qui fréquente le CSCS est pauvre, a peu d'instruction et n'a pas le loisir de développer une grande analyse sociale. « Ils ont peu et ne veulent pas le perdre »³². Vivre dans un état de « survie » perpétuelle conditionne l'existence de plusieurs et ainsi la question de se prendre en main pour changer les choses est reléguée au second rang. Le manque de références en dehors de leur monde favorise malheureusement et paradoxalement un maintien dans les mêmes conditions.

L'ASSISE DE L'ACTION

Le dépannage demeure une partie d'une logique globale, celle de se sortir de la misère. Plus simplement, Marie-Claire Grondin³³ nous rappelle que le dépannage est la première chose qu'on a voulu faire au CSCS. Sinon, on aurait fondé un parti politique ou autre chose. Le CSCS ou des groupes proches de celui-ci prennent des positions politiques parfois très critiques envers les politiciens du quartier et d'autres institutions. Cette attitude peut être perçue comme dangereuse dans la mesure par exemple où elle peut bloquer une subvention importante pour un projet. Cependant, la qualité du dépannage offert au CSCS est telle qu'elle lui procure une certaine immunité politique envers les élus qui voudraient se venger d'une critique incisive. Comme Bertrand Loiselle nous le fait remarquer, « Il y a ce qu'on dit et il y a ce qu'on fait »³⁴. Et le Comité social en fait beaucoup !

LES BÉNÉVOLES

Les bénévoles sont une composante importante, voir essentielle au Comité social. Formés en partie de personnes venues d'abord chercher un service, ils trouvent au Comité social une façon de s'impliquer dans leur quartier. C'est ce que nous confie Linda Pesant³⁵ qui, lorsqu'elle décide de s'impliquer au CSCS, désire se dédier à la société, ce qu'elle n'avait pas fait depuis longtemps. Marie-Claire Grondin, quant à elle, se dit émerveillée parce ce qui se fait au CSCS, ce qui la fait rapidement se convertir d'usagère à bénévole.

Un bénévole est par nature non-salarié. Pour madame Pesant, cette situation peut le rendre parfois exigeant envers l'institution pour laquelle il donne son temps. Cela ne surprend pas madame Grondin qui considère qu'on met la barre haute et qu'on leur en demande beaucoup. Pour éviter que de mauvaises habitudes s'installent en lien avec ce sentiment de mériter des privilèges en échange de leur implication, le CSCS a tenté à de multiples reprises, mais avec un succès mitigé, de mettre sur pied un comité des bénévoles chargé de faire le lien officiel entre la direction et les bénévoles.

Alors qu'à une certaine époque, ils ont été près de soixante-dix, le nombre de bénévoles s'impliquant au CSCS s'est stabilisé avec les années aux alentours de quarante. Ces membres sont vraiment la clef de voûte qui

rend le CSCS fonctionnel. À ce sujet, tous sont unanimes : pas de bénévoles, pas de Comité social.

LES MOMENTS-CLÉS

Dans ce document modeste, il nous est impossible de dresser la liste exhaustive de tous les groupes et toutes les initiatives en dépannage qui se sont réalisées au Comité social. Cependant, nous avons posé la question suivante lors de nos entrevues : Peut-on lier ce slogan, ou des parties de ce slogan (*Dépanner*) à des moments particuliers de l'histoire du CSCS? En voici le résultat.

Marie-Claire Grondin nous a parlé de l'action du Comité social lors du fameux Week-end rouge en octobre 1974. Les pompiers de la ville de Montréal décident alors d'entrer en grève pour faire débloquent les négociations qui piétinent avec la ville de Montréal. Suite à cette décision, plusieurs incendies éclatent partout dans la ville dont la majorité se révélera être d'origine criminelle. Madame Grondin se rappelle particulièrement le vestiaire monté en conséquence qui avait fonctionné à plein régime pour les familles qui arrivaient au CSCS en ayant tout perdu. On leur offrait des vêtements, de la literie et un repas chaud!

Madame Grondin nous rappelle également les différentes grèves des employés des Postes du Canada³⁶. À une occasion, une grève avait retardé considérablement la livraison de nombreux chèques de bien-être social. En collaboration avec le député Claude Charron, le CSCS avait alors organisé des paniers de nourriture gratuits. Les commerçants du quartier avaient prêté leur camion pour donner un coup de pouce à la distribution de ces paniers.

Dans son entrevue, Claude Lefebvre traite plus d'éducation que de dépannage. Cependant, il s'émerveille encore de la créativité, un peu bordélique admet-il, qui règne dans les premières années du CSCS. « On fonctionnait avec un minimum, il fallait juste savoir faire confiance »³⁷.

Marie Dunn³⁸ a un souvenir très clair des premières années du Comité social lorsqu'une des principales activités de dépannage était la distribution de pain. Rendu possible par des surplus que la boulangerie Weston offrait en dons, le pain était distribué une fois par semaine au Comité social à un prix très réduit. Malheureusement, ce programme était victime

de sa popularité ce qui faisait que, en raison d'une rupture de stock en fin de journée, on devait diriger ailleurs les citoyens qui venaient frapper à la porte du Comité.

Sammy Forcillo³⁹ considère l'opération Grand Ménage comme un incontournable du dépannage fait au Comité social. Débutée en 1972 sous le leadership de Claude Lefebvre, l'opération Grand Ménage était un PIL, type de programme financé par le gouvernement fédéral pour combattre le chômage. Il se déclinait en trois pratiques : 1) ménage entretien et réparation des logements, 2) atelier de restauration de meubles et 3) recherche sur la situation du logement et les besoins du quartier⁴⁰. L'arrêt des subventions PIL coïncide avec la prise en charge de manière autonome de l'atelier du meuble et du groupe action-rénovation⁴¹. L'opération Grand Ménage se termine officiellement à l'été 1974. On redirige alors les demandes de ménage des personnes âgées ou à mobilité réduite vers un autre organisme⁴².

Michel Leclaire⁴³ fait référence à un des plus importants services de dépannage offert au CSCS depuis quelques années. Il s'agit bien sûr de tout l'aspect lié à l'alimentation. Que ce soit l'Information alimentaire, les cuisines collectives ou plus simplement les repas à prix abordable, Michel Leclaire met l'accent sur ce service qui a connu un développement fulgurant dès son implantation. À l'origine, on servait environ 50 repas pour nourrir les bénévoles. Aujourd'hui, plus de 200 personnes ont accès à un repas complet à coût modique, grâce à une carte de membre. Monsieur Leclaire nous spécifie que les repas ne sont pas gratuits pour ne pas que cela s'apparente à de la charité. Cela rend la chose moins gênante pour les gens démunis. Dans le même sens, la friperie et l'atelier de couture sont d'autres services appréciés.

Finalement, Daniel Noël⁴⁴ souligne l'accessibilité des ressources informatiques comme forme de dépannage. Au moment où Internet devient une ressource incontournable, les gens du quartier qui n'ont pas d'ordinateur ou Internet à la maison peuvent venir utiliser, pour un coût très modeste, ces services sur un des nombreux postes disponibles.

Nous pouvons observer que le dépannage au CSCS se décline sur une multitude de facettes. Chacune d'entre elles étant une réponse organisée à un besoin concret des citoyens du quartier. Voyons maintenant comment le Comité social compose avec son rôle d'institution d'éducation populaire.

II. ÉDUQUER

Si le dépannage est à l'origine de la création du CSCS, l'éducation ne tarde pas à emboîter le pas. En effet, le dépannage apparaît comme une excellente solution à court terme alors que l'éducation est souvent perçue comme le moyen de régler les problèmes à long terme. Les différents gouvernements occidentaux ont, depuis la fin du XIX^e siècle, de plus en plus investi la sphère de l'éducation, considérant qu'il s'agit d'un investissement nécessaire et souhaitable afin d'augmenter la puissance et le rayonnement d'un pays. L'éducation ainsi prise en charge par l'État doit permettre de donner accès à l'ensemble de la population à un minimum d'éducation. Mais il y a beaucoup de laissés-pour-compte. De plus, le moule de l'éducation institutionnelle ne concorde pas toujours avec la volonté populaire de se doter d'outils pour intervenir et améliorer la société! L'éducation populaire prend ainsi la relève et donne le profil politique à l'éducation en affirmant qu'elle n'est jamais neutre.

Le Comité social représente une alternative intéressante à cette vision. La plupart des personnes du CSCS que nous avons rencontrées insistent sur l'importance de l'éducation dans une société. Or l'éducation au CSCS ne s'applique pas de façon paternaliste. Sur ce point, tous et toutes s'entendent, le CSCS est une initiative par et pour les gens qui en ont besoin et c'est avec cette orientation populaire que les activités de formation qu'on y tient prennent toute leur importance.

On peut trouver plusieurs définitions de l'éducation populaire. Toutefois, un texte de Fernand Benoît retrouvé aux archives du CSCS en propose une qui nous apparaît intéressante :

« Éveiller la conscience d'une personne (ou d'un groupe de personnes) à une vue plus complète d'une situation culturelle (ou d'un complexe de situations culturelles) afin de lui permettre, au plan de la pensée et de l'agir, de prendre ou de préciser, en toute liberté, sa position devant cette situation (ou ce complexe de situations). »⁴⁵

Cette définition nous ramène donc à l'idée d'une prise en main qui passe par une relation avec autrui, donc collective. Dans la situation concrète du CSCS, il s'agit d'amener une « alternative à la résignation »⁴⁶ face à la pauvreté et l'isolement. L'éducation y est comprise comme une possibilité offerte à tous et toutes de « réaligner »⁴⁷ sa vie sans qu'aucun jugement ne soit porté sur les échecs et les refus antérieurs.

DU DÉPANNAGE À L'ÉDUCATION

Au fil des entrevues, on comprend rapidement que l'éducation se mélange souvent au dépannage. Ainsi, plusieurs services de dépannage servent aussi de moyen d'éducation. Linda Pesant souligne que bien souvent, on passe par la cantine qui offre des repas à moindre coût pour faire l'éducation au niveau de la saine alimentation, de même qu'on passe souvent par des activités organisées pour les enfants pour rejoindre les parents. La couture en est un autre exemple : on organise le vestiaire afin de dépanner au point de vue de l'habillement et parallèlement, on développe un atelier de couture.

Dans cette perspective, un grand nombre d'ateliers sont développés dès 1971. En plus de l'atelier de couture, on retrouve l'Information alimentaire populaire, nommé d'abord le Café d'la place, l'atelier d'artisanat mais aussi le service dépannage, le service endettement [sic] et des consultations juridiques. Ces services permettent non seulement de dépanner ponctuellement les gens dans le besoin, mais aussi de partager une expérience et ainsi de s'instruire sur ses droits⁴⁸.

VIVRE EN SOCIÉTÉ

Le CSCS représente, pour bien des gens, un village en soi. Ainsi, l'éducation qui en ressort est aussi un apprentissage de la vie en société. Sylvain Morin⁴⁹ rappelle, à juste titre, que le CSCS participe à briser la solitude des gens. En effet, on constate que plusieurs personnes retrouvent une forme de communauté au sein du Comité social et dans bien des cas, cela se traduit par un apprentissage commun du vivre ensemble. Sur ce point, Linda Pesant insiste sur le rôle du CSCS qui contribue souvent à une éducation au sens plus « basic », soit sur le respect mutuel dans les gestes du quotidien comme dans la communication. Encore une fois la situation est bien résumée :

« Nous visons l'implication du plus grand nombre dans une action sociale commune. Nous pensons que le passage de tous ces gens dans un même réseau d'entraide peut contribuer à une humanisation de leur quotidien. Nous sommes porteurs de ressources à valoriser, même lorsqu'elles ne constituent un profit pour personne. »⁵⁰

Toutefois, l'éducation va au-delà de la valorisation de l'individu et dépasse la communauté du Comité.

De par son mode de fonctionnement, le CSCS permet d'entrer en contact avec un mode de vie démocratique. Ainsi, par les assemblées générales et les autres rendez-vous participatifs, on permet aux gens de prendre la parole, d'exercer leur pouvoir et par conséquent, de prendre conscience de leur prise sur la réalité. Marie-Claire Grondin affirme que le Comité social a été pour elle une deuxième école⁵¹. Par exemple, l'organisation de débats lors des élections tant municipales que provinciales permet de conscientiser les usagers et usagères aux enjeux qui les touchent. Dans un même ordre d'idée, Claude Lefebvre parle de l'expérience de la ferme communautaire dans une perspective d'apprentissage de la démocratie.

LA FERME COOPÉRATIVE

En 1975, le CSCS se lance dans un projet de ferme communautaire. Il s'agit, selon Claude Watters, de passer du dépannage à la participation⁵². Dans un geste assez novateur, on achète une ferme d'environ 100 arpents à Saint-Gérard-de-Magella dans Lanaudière au prix de 35 000 \$. Le but du projet est de permettre aux gens du quartier d'avoir accès à un espace de plein air à l'extérieur du milieu urbain, mais aussi d'apprendre de nouvelles techniques et habiletés liées à l'exploitation de la terre⁵³.

Fonctionnant sur le mode coopératif, la ferme permet de continuer les contacts avec une vie démocratique basée sur la prise de décision en commun. Ce projet de société, comme le souligne Claude Lefebvre, était basé sur la responsabilisation de chacun et chacune dans tous et sur tous les éléments du projet. On désire, en quelque sorte, changer la culture des gens. Au final, la ferme ne réussit pas à renouveler son « membership ». Selon Claude Lefebvre, le processus démocratique est alors trop éloigné de la culture majoritaire, un rêve traduit trop vite dans la façon de vivre.

Bien qu'elle ait déjà quitté le giron du CSCS depuis quelques années, la coopérative est fermée en 2003 et la ferme cédée à l'accueil Bonneau ; elle a alors une valeur de 310 000 \$. Si la coopérative n'a pas réussi à mettre au jour son grand projet de société, elle a toutefois permis à de nombreuses familles de s'évader de la ville, de passer du bon temps et

de cheminer encore un peu plus sur le chemin de l'expérience collective, nous dit Claude Lefebvre. L'expérience n'a donc pas été vaine.

LES SOIRÉES INTERCULTURELLES

Comme vu plus haut, la démographie du quartier Centre-Sud change au fil des années et la réalité n'est plus celle d'une majorité ouvrière canadienne-française⁵⁴. Cette constatation amène le CSCS à développer une activité basée sur la découverte d'autres cultures. Ainsi, vers avril 1992, les soirées interculturelles se mettent en place. Les premières soirées consistent en une présentation d'une culture par spectacle, un repas traditionnel gratuit et des discussions entourant les conditions des immigrants et immigrantes à Montréal. Rapidement, la demande s'intensifie et les soirées abandonnent les discussions pour se concentrer sur la dimension festive. Daniel Noël souligne que l'impact n'en est pas moindre puisque ces soirées permettent de mettre en contact les citoyens et citoyennes du quartier avec de nouvelles cultures et surtout d'intégrer les immigrants et immigrantes.

Les soirées sont ensuite transformées pour accueillir trois cultures à la fois, multipliant ainsi les rencontres. Pour Sylvain Morin et Linda Pesant, les soirées interculturelles sont un succès, au point où l'on manque souvent d'espace pour y accueillir les gens. Il semble donc que cette activité ait atteint les objectifs d'éducation en ce qui a trait au vivre ensemble à un moment où l'ouverture aux autres cultures n'est qu'à peine envisagée⁵⁵. Si les soirées sont un succès, l'augmentation des coûts oblige le CSCS à augmenter le prix d'entrée, ce qui fait diminuer l'assistance tout en ne permettant pas de combler le déficit. Mais aux dires de Sylvain Morin et Daniel Noël, cela signifiait qu'il était temps d'y mettre fin. Cependant, on organise toujours une dizaine de fêtes par année au Comité social ou toute la population du quartier est invitée : fête de la rentrée, party d'halloween, Noël pour les enfants, souper et soirée des fêtes, Fête nationale, etc.

Au final, l'éducation reste une priorité pour le CSCS et l'on observe aisément qu'elle prend diverses formes, que ce soit dans la vie des gens ou par l'apprentissage du vivre ensemble. Sylvain Morin nous donne l'exemple où l'aménagement du recyclage au Comité a permis de conscientiser plusieurs usagers et usagères qui répètent l'expérience à la maison. Au niveau de l'éducation aux adultes, on fournit des cours et des ateliers de toutes sortes, permettant à ceux et celles qui en avaient besoin d'y accéder.

Loriane Séguin⁵⁶ explique que vers la fin des années 1970, la CECM a voulu investir le créneau de l'éducation populaire aux adultes mais constata son incapacité à rejoindre les milieux ouvriers et se tourna donc vers le communautaire pour remplir cette mission. Étant l'initiative même des gens du quartier et ne vivant que par leur implication, le CSCS fût à même d'accomplir cette tâche et ce jusqu'à aujourd'hui.

III. LUTTER

Lorsque questionnées sur le slogan, la plupart des personnes que nous avons interviewées ont eu comme première réaction de minimiser l'importance de la lutte au sein du Comité social. Ainsi, ils et elles semblent considérer que cette dimension occupe moins de place que les deux premiers thèmes du slogan. Cette vision est très liée à une perception où la lutte se limite aux manifestations et actions directes. Pourtant, les exemples n'ont pas tardé à venir où l'on peut découvrir les activités du CSCS tournant autour de la lutte. En décidant de s'organiser pour améliorer leur situation, en mettant sur pied un moyen de se dépanner mutuellement et par la suite de s'éduquer, ils et elles ont amorcé une lutte contre des conditions de vie intenable, une lutte pour humaniser leur quotidien.

LA PAUVRETÉ ET LA SOLITUDE

Claude Lefebvre raconte que l'origine de la lutte au CSCS commence avec les vendeurs itinérants. À l'époque, des vendeurs d'encyclopédies parcourent le quartier afin d'écouler leurs marchandises auprès des familles du coin. La tactique est simple : ils abordent les parents en leur faisant miroiter un avenir prometteur pour leurs enfants. Les encyclopédies, disent-ils, permettent d'ouvrir l'esprit des jeunes à de meilleurs horizons. Cette approche faisant espérer des perspectives d'éducation supérieure pour les enfants, les parents achètent alors à crédit les précieuses encyclopédies. Le Comité s'atèle donc à la tâche en informant les gens du quartier, en les aidant à porter plainte mais aussi en se présentant dans les bureaux de la compagnie afin de forcer les vendeurs à déchirer leur contrat. Il s'agit là de la première forme de lutte du Comité dont se souvient Claude Lefebvre. Cette lutte est emblématique de l'approche du CSCS ; il s'agit d'aider les gens de la communauté à faire face aux abus dont ils et elles sont victimes.

Cette approche communautaire participe aussi à la lutte contre la solitude et l'isolement⁵⁷. Dans cette optique, elle rejoint l'aspect vivre ensemble que l'on a observé au niveau de l'éducation. Si au départ il s'agit surtout d'une lutte contre la pauvreté, l'évolution démographique du quartier⁵⁸ et la désinstitutionnalisation amorcée dans les années 1990 amènera un nouveau type d'usager et d'usagère. Ceci témoigne d'une lutte qui évolue avec le quartier. Loriane Séguin, tout comme Michel Leclaire, insistent bien sur le fait qu'au CSCS, aucun jugement n'est porté sur personne. Nombreux sont ceux et celles qui arrivent « sur les genoux » afin de chercher ce qu'il faut pour survivre. Le CSCS sauve des vies, affirme sans hésiter Michel Leclaire. C'est donc toute une lutte contre la solitude et l'isolement qui s'y organise et ce, autour de l'apprentissage d'un vivre ensemble qui a su s'adapter à une population changeante depuis les années 1970.

LE CSCS ET LES LUTTES SOCIALES

Pour Bertrand Loiselle, le rôle du Comité social n'est pas d'être à l'avant-garde des luttes. Mais s'il n'est pas une « locomotive », il est un bon « wagon ». En effet, à de nombreuses reprises le CSCS a pris position, a appuyé différentes luttes, campagnes et a revendiqué sur plusieurs fronts. De plus, et le geste prend une très grande importance, il permet à plusieurs groupes d'utiliser ses locaux pour s'organiser. Ainsi, au début des années 1990 alors que la ville de Montréal vit une montée de groupes fascistes, le CSCS héberge plusieurs événements et réunions pour contrer cette nouvelle vague. Bertrand Loiselle se souvient d'une bataille rangée se déroulant sur la rue Beaudry alors que des groupes racistes avaient tenté d'entrer par la force dans le CSCS. L'organisation de la campagne historique contre la venue de Human Life International (HLI), un organisme américain religieux et conservateur qui milite contre le libre choix en matière d'avortement, s'est aussi déroulée entre les murs du CSCS en 1995. Ainsi, le CSCS aura aidé à la mise sur pied de plusieurs actions et luttes à travers son histoire. Les événements du squat Overdale-Préfontaine en 2001 constituent un autre exemple particulièrement intéressant. Bertrand Loiselle raconte qu'après avoir été expulsés de force par la police de leur refuge, les squatteurs et militants ont vu les portes des groupes communautaires se fermer sauf celles du CSCS que Marie-Claire Grondin et Michel Leclaire ont ouvertes pour que personne ne se retrouve à la rue.

Le CSCS est donc un acteur bien présent dans les luttes sociales. Même s'il n'agit pas comme « locomotive », il fait souvent office de quartier général, voire de dernier recours pour les mouvements en lutte.

CONCLUSION

Ça n'est pas la première fois que l'histoire du CSCS est couchée sur papier et Michèle Bernier ainsi que Claude Watters avaient bien préparé le terrain. Tout en rendant justice à leur travail, nous avons voulu explorer d'autres avenues afin d'ajouter à ce qui avait déjà été accompli. Ainsi, tout en gardant la trame principale de cette histoire, nous avons cherché à faire ressortir les témoignages de celles et ceux qui ont fait vivre le Comité social. Le document que vous venez de lire est donc le résultat de cette mémoire vivante du CSCS.

Cette mémoire, c'est aussi celle d'un quartier qui fût autrefois ouvrier et qui maintenant fait face à une réalité bien différente. La mise sur pied du Comité social Centre-Sud est liée aux conditions dans lesquelles vivent les ouvriers et ouvrières de ce quartier industriel. Les gens de cette communauté ont voulu se rassembler pour améliorer, par eux-mêmes, leurs propres conditions d'existence. Depuis ses premières heures, le CSCS a vu le quartier changé, entre autre, par une gentrification. Le Comité social a su s'adapter aux nouvelles réalités de son quartier... où la pauvreté existe toujours !

L'année 2008 marque le trentième anniversaire de l'occupation de l'école Salaberry. Ayant abrité les locaux du CSCS depuis aussi longtemps, nous ne pouvions laisser passer l'occasion de parler de cet édifice dont l'histoire est liée à celle du quartier. L'architecte même du 1710, rue Beaudry est un natif du quartier qui s'y est impliqué et qui a participé à changer son visage de façon durable. L'immeuble, quant à lui, fait partie du paysage et représente beaucoup quand on pense qu'il s'agit d'une des premières écoles bâties de façon à résister à un incendie, alors que l'histoire du quartier et du CSCS est jalonnée d'évènements tragiques liés au feu.

Le slogan dont se dote le CSCS vers 1974 représente bien l'essence de son action. Le dépannage représente une première ligne nécessaire pour les usagers et les usagères qui souhaitent améliorer leurs conditions. Mais le dépannage est aussi là pour remédier à des évènements imprévus tels que le Week-end rouge. Sur ce point, le CSCS se démarque de ce qui se faisait par les organismes de charité.

Malgré l'importance du dépannage, le Comité social ne pourrait se passer de l'éducation. Envisagée comme moyen de donner plus de savoir-

faire, cette seconde mission se matérialise bien sous la forme d'ateliers et de cours qui seront dispensés tout au long de l'histoire du Comité. Les cours et ateliers ont, eux aussi, évolué avec le temps comme l'illustrent bien les cours d'informatique. L'éducation prend aussi la forme d'un savoir-vivre puisque le CSCS représente l'expérience d'un vivre ensemble et ce, dans plusieurs domaines.

La dimension « lutter » paraît négligée au premier regard et pourtant, les luttes du CSCS ne passent pas que par les manifestations musclées. Chaque jour, le Comité social lutte pour l'amélioration de la vie de ses usagers et usagères et ce dans une participation de tous et toutes. Mais le CSCS n'est pas en reste. Il aide sans relâche les autres luttes qui marquent Montréal et sert, plus souvent qu'autrement, de quartier général pour l'organisation de luttes diverses. Ne serait-ce que pour ces raisons, il y a fort à parier que l'implication du Comité social Centre-Sud ne sombrera pas dans l'oubli de sitôt.

Au travers ses quelques 37 ans d'existence, le parcours du CSCS a été bien rempli. Cette richesse s'exprime dans les témoignages et écrits que nous avons consultés. Nous aurions pu consacrer plusieurs ouvrages à cette histoire tout en ayant l'impression de ne pas rendre la totalité de cette richesse. Nous avons donc dû faire des choix afin de rédiger cette brochure et nous espérons qu'elle aura su mettre en valeur un pan de la mémoire du quartier Centre-Sud. Nous laissons les derniers mots à Claude Lefebvre :

« Le CSCS mérite un certain crédit, ne serait-ce que parce qu'il existe toujours.⁵⁹ »

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX :

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Septentrion, Montmagny (Québec), 1992, 383 p.

LINTEAU, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Boréal, Montréal, 2000, 627 p.

MONOGRAPHIES :

BOIVIN, Robert, *Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988); Des comités de citoyens au CLSC du plateau Mont-Royal*, VLB éditeur, Louiseville (Québec), 1998, 257 p.

BURGESS, Joanne, *Paysages industriels en mutation*, Écomusée du fier monde, Montréal, 1997, 88 p.

GAGNON, Robert, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*, Boréal, Louiseville (Québec), 1996, 400 p.

GIROUX, Éric, *Vue sur le pont : Quartier Sainte-Marie*, Montréal, Écomusée du fier monde, Montréal, 2005, 17 p.

RAPPORTS, ÉTUDES ET ARTICLES :

ANONYME, « On s'entraide », in *Le Choix (FÉCHA)*, 1992, p. B-3

ALLARD, Michel et Soraya BASSIL, « Jos. Venne (1858-1925) », in ARQ, n.116, août 2001, p. 12-17.

BENOIT, Fernand, « Éducation populaire :1950-1959 », in *Le Choix (FÉCHA)*, 1992, p. B-2

BERNIER, Michèle, *Historique du Comité sociale Centre-Sud*, Comité social, 1977, 80 p.

LACHAPELLE, Jacques, « L'architecte au cœur des forces vives de la société » in ARQ, n.116, août 2001, p. 5.

LACHAPELLE, Jacques, « L'architecture de Joseph Venne » in ARQ, n.116, août 2001, pp. 7-11

WATTERS, Claude, *Les trente ans du Comité social*, Comité social Centre-Sud, Montréal, 2001, 32 p.

ARCHIVES :

Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P

Archives du CSCS (non classées)

ENTREVUES :

Claude Lefebvre – 11 juillet

Marie Dunn – 25 août

Sammy Forcillo – 26 août

Linda Pesant – 15 juillet

Marie-Claire Grondin – 10 juillet

Sylvain Morin – 13 août

Michel Leclair – 14 août

Daniel Noël – 14 août

Bertrand Loiselle – 16 juillet

ANNEXE

LISTE DES ADMINISTRATEURS DU COMITÉ SOCIAL 2008-2009

Président :	Bertrand Loiseau
Vice-président :	Éric Michaud
Trésorier :	Gaétan Breton
Secrétaire :	Ève-Lyne Couturier
Administrateurs :	Lucien Landry Nathalie Côté Joseph Therrien Benoît Noël Pierre Martin

LES EMPLOYÉES DU COMITÉ SOCIAL

Patrick Caza
Johanne Choquette
Dany Estrella
Manon Felx
Marie-Claude Giroux
Geneviève Labelle
Pierre Larocque
Benoît Noël
Linda Pesant
Martin Petit
Sylvie Raymond
Jesus Antonio Rosas Carrasco
Loriane Séguin
Jocelyne Therrien

LES GROUPES RÉSIDANTS AU 1710, RUE BEAUDRY

Comité des orphelins victimes d'abus (COVA)

Comité des sans-emploi Montréal-Centre

Comité logement Centre-Sud

Information alimentaire Centre-Sud

L'Atelier des lettres

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

La CDC Centre-Sud

Méta d'Âme

Sentier urbain

LES REGROUPEMENTS ET TABLES DE CONCERTATION DONT LE CSCS EST MEMBRE

INTERCEP (Alliance des 6 centres d'éducation populaire)

CDC (Corporation de développement communautaire Centre-Sud)

FQCCL (Fédération québécoise des centres communautaires de loisir)

RAPSIM (Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal)

RIOCM (Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal)

TABLE CIGAL (Table de concertation et intervention pour une garantie alimentaire)

TABLE DE CONCERTATION 0-5 ANS DES FAUBOURGS

TROVEP (Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal)

NOTES DE BAS DE PAGES

- 1 La majeure partie se trouve dans les locaux du CSCS au 1710, rue Beaudry, Montréal. Un autre fond est disponible aux archives de l'UQAM (fonds 83 P).
- 2 Joanne Burgess, *Paysages industriels en mutation*, Écomusée du fier monde, Montréal, 1997, p. 7.
- 3 *Ibid.*, p. 8.
- 4 Éric Giroux, *Vue sur le pont : Quartier Sainte-Marie, Montréal*, Écomusée du fier monde, Montréal, 2005, p. 15.
- 5 Robert Boivin, *Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988); Des comités de citoyens au CLSC du plateau Mont-Royal*, VLB éditeur, Louiseville (Québec), 1998, p. 17.
- 6 *Ibid.*
- 7 *Ibid.*, p. 31.
- 8 John A. Dickinson et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec, septentrion*, Montmagny (Québec), 1992, p. 325.
- 9 Claude Lefebvre insiste sur l'importance des réunions de cuisine dans l'élaboration de plusieurs projets du quartier.
- 10 Michel Allard, Soraya Bassil, « Jos Venne (1858-1925) », in ARQ, n.116, août 2001, p. 12.
- 11 Jacques Lachapelle, « L'architecte au cœur des forces vives de la société » in ARQ, n.116, août 2001, p. 5.
- 12 Jacques Lachapelle, « L'architecture de Joseph Venne » in ARQ, n.116, août 2001, p. 7.
- 13 En ce qui a trait à l'histoire de la CECM, voir : Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*, Montréal, Boréal, 1996, 400 p.
- 14 Robert Gagnon, *op. cit.*, p. 13.
- 15 *Ibid.*, pp. 90-91.
- 16 *Ibid.*, p. 293.
- 17 Au milieu des années 1990, les portes de classes en bois ont été changées pour des portes de métal et les fenêtres intérieures ont été murées. Aujourd'hui, les fenêtres extérieures tombent en lambeaux.
- 18 Claude Lefebvre est présent dès les débuts du CSCS, il participera épisodiquement dans diverses fonctions.

- 19** Michèle Bernier, *Historique du Comité sociale Centre-Sud*, Comité social, 1977, p. 22, Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P1/8.
- 20** *Ibid.*, p. 23, Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P1/8.
- 21** *Ibid.*, p. 24, Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P1/8.
- 22** *Ibid.*, p. 35, Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P1/8.
- 23** Nous avons très peu de sources sur les motivations du changement de position du CSCS au sujet d'occuper une ancienne école de la CSDM. Seule Marie-Claire Grondin nous en a glissé quelques mots.
- 24** Impliqué très tôt dans le CSCS, il sera d'abord bénévole avant de passer au C.A. et à la direction.
- 25** Claude Watters, *Les trente ans du Comité social*, Comité social Centre-Sud, Montréal, 2001, p. 9
- 26** *Ibid.*, p. 11.
- 27** *Ibid.*, p. 16.
- 28** Centraide voulait entre autres renforcer les instances, créer un comité de bénévoles, informatiser la classification des documents, mettre en place un mode d'évaluation global.
- 29** *Ibid.*, p. 22.
- 30** Membre et ensuite bénévole, il s'implique au conseil d'administration dont il est aujourd'hui le président.
- 31** Entrevue avec Bertrand Loiselle, 16 juillet 2008.
- 32** Entrevue avec Claude Lefebvre, 11 juillet 2008.
- 33** Marie-Claire Grondin s'implique d'abord comme bénévole pour ensuite travailler au CSCS.
- 34** Entrevue avec Bertrand Loiselle, 16 juillet 2008.
- 35** Usagère et ensuite bénévole, elle travaille aujourd'hui comme animatrice-intervenante au Comité social.
- 36** De 1965 à aujourd'hui, les postes ont connu pas moins de 19 grèves importantes, <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=frARTf0006426>
- 37** Entrevue avec Claude Lefebvre, 11 juillet 2008.
- 38** Présente dès la fondation, elle sera bénévole jusqu'à tout récemment.
- 39** Résident du quartier, toujours proche du CSCS, il évolue dans la politique municipale depuis 1978.

- 40** Michèle Bernier, *Historique du Comité social Centre-Sud*, Comité social, 1977, p. 8-9, Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P1/8.
- 41** *Ibid.*, p. 17, Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P1/8.
- 42** *Ibid.*, p. 27, Archives de l'UQAM, fonds Comité social Centre-Sud, 83P1/8.
- 43** Ancien directeur du CSCS.
- 44** Comme bénévole, il s'occupe d'organiser les soirées interculturelles.
- 45** Fernand Benoît, « Éducation populaire : 1950-1959 », in *Le Choix (FÉCHA)*, 1992, p. B-2, Archives du CSCS.
- 46** « On s'entraide », in *Le Choix (FÉCHA)*, 1992, p. B-3, Archives du CSCS.
- 47** *Ibid.*
- 48** Par exemple, entre 1994-1995, plus de 20 000 heures de formations diverses sont offertes. Elles sont regroupées en grandes catégories telles que Formation et perfectionnement, Formation personnelle et sociale, Expression et culture, Vie associative et démocratique et Support à la vie communautaire. Voir Grille statistique en éducation populaire, 1994-1995, Archives du CSCS.
- 49** Tour à tour bénévole puis employé, Sylvain Morin siègera aussi sur le C.A.
- 50** « On s'entraide », in *Le Choix (FÉCHA)*, 1992, p. B-3, Archives du CSCS.
- 51** Même son de cloche chez Linda Pesant qui va jusqu'à dire que cette deuxième école était plus intéressante encore par son implication citoyenne.
- 52** Claude Watters, *Les trente ans du Comité social*, Montréal, CSCS, 2001, p. 7
- 53** Voir : Bilan de la Ferme Coopérative Centre Sud de Montréal, Montréal, 1977, 7 p.
- 54** « Une personne sur dix, en 1991, a comme langue maternelle une autre langue que le français et l'anglais. » *Centre-sud... Bref portrait d'un quartier*, 1994, CLSC centre-sud, Archives du CSCS.
- 55** Daniel Noël et Sylvain Morin expliquent qu'il s'agissait d'une des premières activités du genre dans la région de Montréal. L'aspect musique du monde aurait d'ailleurs inspiré André Ménard qui aurait assisté à l'un des événements avant de transposer l'expérience au festival de Jazz.
- 56** Directrice du Comité sociale depuis 2007.
- 57** Entre 1981 et 1994, le nombre de personnes célibataire vivant dans le quartier est passé de 42,8 % à 56,8 %. On constate aussi que 40 % de la population vit seule. *Centre-sud... Bref portrait d'un quartier*, 1994, CLSC Centre-Sud, Archives du CSCS.

- 58** En ce qui concerne l'évolution démographique, un dossier du CLSC Centre-Sud est disponible aux archives, il date de 1994. On y retrouve plusieurs informations pertinentes dont l'augmentation du nombre de personnes célibataires, majoritairement des hommes, ainsi que l'observation d'un taux de mortalité plus élevé que la moyenne québécoise ; on l'explique par la pauvreté accrue du quartier.
- 59** Entrevue avec Claude Lefebvre, 11 juillet 2008.

Un organisme d'éducation
populaire autonome

Au service de la population du
Centre-Sud depuis 1971



1710 rue Beaudry, Montréal (Québec) H2L 3E7
Tél. : 514 596 7092 / Téléc. : 514 596 7093
cscs.direction@cscdm.qc.ca